

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29313]

29 MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux aides à la création. — Erratum

Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la création publié au *Moniteur belge* du 8 mai 2012, à la page 27028, à l'article 15, § 2, in fine, il y a lieu de lire chapitre VI en lieu et place de chapitre VII.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2013/29313]

29 MAART 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de steun voor creatie. — Erratum

In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor creatie, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 mei 2012, op bladzijde 27131, in artikel 15, § 2, in fine, dient « hoofdstuk VI » in plaats van « hoofdstuk VII » gelezen te worden.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29331]

24 JANVIER 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la création. — Erratum

Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 janvier 2013, modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la création publié au *Moniteur belge* du 19 mars 2013 à la page 16403, il y a lieu de lire, à l'article 20 « sous la forme d'une continuité dialoguée » en lieu et place de « sous la forme d'une continuation dialoguée »

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2013/29331]

24 JANUARI 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun aan de creatie. — Erratum

In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 januari 2013 houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun aan de creatie, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 maart 2013, op bladzijde 16466, dient, in artikel 20, in plaats van « sous la forme d'une continuation dialoguée », « sous la forme d'une continuité dialoguée » gelezen te worden.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/202901]

2 MAI 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 121, alinéa 2, 128, alinéa 1^{er} et 130/1 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé tel que modifié par le décret du 31 janvier 2013 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé pour ce qui concerne l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 octobre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 octobre 2011;

Vu les avis n^{os} 51.968/4 et 52.840/4 du Conseil d'Etat, donnés les 19 septembre 2012 et 4 mars 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis n° 22/2011 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 24 janvier 2012;

Considérant l'avis du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé, donné le 6 décembre 2011;

Considérant l'avis A. 1057 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 19 décembre 2011;

Sur proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, 3°, est complété par les mots suivants :

« et, le cas échéant, de la conclusion d'une convention portant sur des prestations juridiques dont le contenu minimum est fixé à l'annexe III »;

2° à l'alinéa 1^{er}, 5°, les mots « ou de l'expérience professionnelle utile » sont abrogés;

3° au 3^e alinéa, le 3° est abrogé;

4° au 4^e alinéa, les mots « et 3° » sont abrogés.

Art. 3. L'article 11 du même arrêté, abrogé par l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2010, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 11. Les travailleurs sociaux dont question à l'article 121, 1^{er} alinéa, 1°, du Code décretaal sont titulaires d'un des grades académiques suivants :

1° dans l'enseignement supérieur non universitaire de plein exercice, catégorie sociale : assistant social, bachelier-assistant social, conseiller social, bachelier-conseiller social, diplômé en études spécialisées en gestion du social, spécialisation en gestion du social, master en ingénierie et action sociale;

2° dans l'enseignement supérieur non universitaire de plein exercice, catégorie économique : gradué en droit, bachelier en droit;

3° dans l'enseignement universitaire, domaine des sciences sociales : licencié en sociologie, licencié en sociologie et anthropologie, orientation sociologie, licencié en travail social, master en sociologie, licencié en politique économique et sociale, master en politique économique et sociale;

4° d'un diplôme d'études supérieures étranger reconnu équivalent à un des grades précités.

Les titulaires d'un des grades académiques énumérés ci-dessus ressortissant à la catégorie économique en Hautes Ecoles, à l'enseignement supérieur économique de promotion sociale, au domaine du droit à l'Université devront justifier d'une formation complémentaire de 8 heures au moins relative à la déontologie du travail social et de 8 heures au moins à la guidance budgétaire.

L'emploi dans le présent chapitre des noms masculins pour les différents grades académiques est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret de la Communauté française du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre. »

Art. 4. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « à l'article 4 du décret » sont remplacés par les mots « à l'article 121, 1^{er} alinéa, 1°, du Code décretaal »;

2° le même article, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. La formation spécialisée visée à l'article 121, 1^{er} alinéa, 2°, du Code décretaal est attestée par un certificat délivré à l'issue de la participation à un programme de formations de cours théoriques, de 24 heures au moins, portant sur les matières suivantes :

1° la médiation de dettes : aspects organisationnels, sociaux, économiques et relationnels;

2° le règlement collectif de dettes et la médiation de dettes non judiciaire : plans de règlement et problèmes périphériques;

3° le règlement collectif de dettes : évolution des textes et de la jurisprudence;

4° le crédit à la consommation : cadre légal et analyse de décomptes;

5° le crédit hypothécaire : cadre légal et analyse de décomptes. »

Art. 5. L'article 14 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 15 du même arrêté, le 2^e alinéa est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 18, 3°, du même arrêté, les mots « d'une association intercommunale ou d'un centre public d'action sociale conventionné avec d'autres C.P.A.S. » sont remplacés par les mots suivants : « d'une association intercommunale, d'une ASBL ou d'un centre public d'action sociale conventionné avec un ou plusieurs centres publics d'action sociale ».

Art. 8. A l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux §§ 1^{er}, 2 et 3, les mots « alinéa 1^{er}, » sont chaque fois insérés après les mots « visé à l'article 18, »;

2° au § 4, 1^{er} alinéa, les mots « organisant 10 animations annuelles » sont remplacés par les mots « organisant 5 animations annuelles »;

3° au § 4, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et 2 :

« Pour la première année d'activité de ce groupe d'appui, la subvention sera octroyée sur la base des activités prévues durant l'année de subvention »;

4° au § 4, alinéa 2, les mots « en accord avec le centre de référence compétent » sont insérés entre les mots « peut créer un groupe d'appui » et « Si la commune ».

Art. 9. Dans le chapitre IV du titre 2 du même arrêté, il est inséré un article 20/1 rédigé comme suit :

« Pour les subventions visées aux articles 17, 18 et 19, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. »

Art. 10. A l'article 22, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les mots « reconnue par le Ministre » sont remplacés par les mots « définie à l'article 13, § 1^{er}, »;

2° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° atteste de l'engagement d'un titulaire d'un grade académique de licencié ou master en droit disposant de la formation spécialisée définie à l'article 13, § 2; ».

Art. 11. A l'article 28 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, la phrase « Le subside afférent au docteur ou au licencié en droit couvre un temps plein » est remplacée par la phrase suivante : « Le subside afférent au titulaire d'un grade académique de licencié en droit ou de master en droit couvre un temps plein »;

2° le 2^e alinéa est abrogé;

3° aux 3^e et 4^e alinéas, les mots « aux alinéas 1^{er} et 2 » sont remplacés chaque fois par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 12. A l'article 29, les mots « d'un montant de euros 6.000 » sont remplacés par les mots « d'un montant de 10.000 euros » et les mots « un maximum total de euros 25.000 » sont remplacés par les mots « un maximum de 35.000 euros ».

Art. 13. Dans le même arrêté, il est inséré un article 30/1 rédigé comme suit :

« Pour la subvention visée à l'article 29, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. »

Art. 14. Dans le même arrêté, il est inséré un titre 4/1 comportant un article 30/2 rédigé comme suit :

« TITRE 4/1. Du Comité de coordination des actions de prévention et de lutte contre le surendettement.

Art. 30/2. En application de l'article 130/1 du Code décretaal, le comité de coordination des actions de prévention et de lutte contre le surendettement est composé des membres suivants :

- un représentant du Ministre qui a l'Action sociale dans ses compétences qui en assure la présidence;
- un représentant de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement qui en assure le secrétariat;
- un représentant de chaque centre de référence;
- un représentant de la Direction générale opérationnelle Action sociale et Santé.

Les membres de ce comité peuvent décider d'un commun accord d'admettre toute personne disposant d'une connaissance spécifique en matière de surendettement et pouvant alimenter les débats.

Le comité de coordination est destiné à instaurer un espace de dialogue et de coordination des actions menées sur le terrain par les centres de référence, l'Observatoire du Crédit ou de l'Endettement ou par les institutions agréées. »

Art. 15. L'article 34 du même arrêté, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Une subvention de 80.000 euros par an est allouée au titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement liés à l'actualisation, la gestion et la modération de la partie se rapportant à la prévention du surendettement et au crédit du portail électronique développé par la Région wallonne. »

Art. 16. Dans le même arrêté, il est inséré un article 35/1 rédigé comme suit :

« Pour la subvention visée à l'article 34, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. »

Art. 17. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe III qui est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 18. L'infirmier social engagé avant le 1^{er} janvier 2014 en tant que médiateur de dettes dans un service de médiation de dettes en application de l'arrêté royal du 9 mars 1977 déterminant les conditions de nomination des travailleurs sociaux dans les C.P.A.S. est considéré comme remplissant les conditions de diplômes telles que prévues à l'article 11, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes.

Art. 19. Le présent arrêté et le décret du 31 janvier 2013 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé pour ce qui concerne l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2014 à l'exception des articles 12 et 15 du présent arrêté qui prennent effet le 1^{er} janvier 2013.

Art. 20. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 mai 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe

Annexe III à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007
portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes

Modèle de convention de prestations juridiques minimales dans le cadre de la médiation de dettes visé à l'article 121, 2^o, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé

Entre :

Nom de l'institution
Adresse, valablement représenté(e) par
Ci-après l'institution.

Et :

Nom de l'institution/avocat/juriste
Adresse, valablement représenté(e) par
Ci-après le juriste.
Les deux sont dénommés ci-après les parties.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le juriste exercera ses missions au sein du service de médiation de dettes de l'institution agréée conformément à l'article 121, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

A cette fin, le juriste a pour mission d'assister les travailleurs sociaux chargés de la médiation de dettes dans la réalisation des objectifs poursuivis par la législation.

Sa mission consistera, au minimum, en :

1^o l'analyse d'un point de vue juridique des dossiers de médiation de dettes, en ce compris l'analyse des créances et la proposition de solutions adaptées aux problèmes d'ordre juridique en matière de surendettement;

2^o l'information des travailleurs sociaux et l'aide dans l'appréhension de la législation et des dispositions réglementaires;

3^o conseiller et guider les travailleurs sociaux dans les dossiers qu'ils instruisent et leur apporter tous les éclairages d'ordre juridique et procédural nécessaires, notamment dans le cadre des dispositions judiciaires et civiles.

Cette mission peut éventuellement être revue ou étendue en fonction des nécessités rencontrées par l'institution pour mener à bien les objectifs poursuivis.

Art. 2. Si le nombre de dossiers actifs est supérieur à 15, une présence effective de minimum 3 heures par mois se tiendra dans les locaux du service de médiation de dettes.

Si le nombre de dossiers actifs est inférieur ou égal à 15, la présence effective sera de minimum 1 heure par mois.

Art. 3. En cas d'urgence, des contacts téléphoniques seront également possibles.

Art. 4. Selon des modalités à convenir entre le juriste et l'institution, chaque nouveau dossier fera l'objet d'une présentation au juriste. Cette présentation sera accompagnée d'un récapitulatif des dettes, pour visa et, le cas échéant, pour examen juridique.

Art. 5. Le juriste participera aux réunions qui sont liées à l'exécution de la mission précitée, qui lui sont indiquées et qui se tiennent dans les locaux de l'institution ou en dehors de ceux-ci.

Art. 6. L'institution s'engage à fournir au juriste, selon les modalités convenues entre parties, le nécessaire (téléphone, pc,...) pour que ce dernier puisse effectuer sa mission dans les meilleures conditions notamment lors de ses permanences.

Art. 7. Le juriste n'obtient du fait de la présente convention aucun monopole ou droit de préférence sur la défense des intérêts des personnes prises en charge par le service de médiation de dettes lorsque celle-ci a pris fin.

Art. 8. En cas de maladie ou d'absence du juriste, un remplacement est assuré par selon des modalités à convenir par convention séparée et qui reprennent au moins les mêmes modalités que la présente convention.

Art. 9. En cas de maladie ou d'absence du/des médiateur(s) de dettes de l'institution, le juriste assurera, temporairement, le suivi des dossiers jusqu'au retour du/des médiateur(s) ou de son/leur remplacement.

Art. 10. La présente convention fera l'objet d'une évaluation annuelle quantitative et qualitative par les parties.

Art. 11. Les honoraires et frais dus par l'institution au juriste sont calculés sur base d'un forfait horaire, toutes taxes et charges incluses. Seuls des frais de déplacement peuvent être réclamés en sus par le juriste à l'institution pour autant qu'ils se rapportent à des trajets nécessités par d'éventuelles missions spécifiques que l'institution lui confierait expressément ou la participation à des réunions qui se tiendraient en dehors des locaux de l'institution et auxquelles l'institution aurait expressément convié le juriste. Dans ces conditions, ces frais de déplacement sont calculés sur base d'un forfait kilométrique de ... euros.

Art. 12. Le juriste est rémunéré au taux horaire de ... €. Les versements sont effectués au compte IBAN ... Ses frais et honoraires lui seront remboursés sur base d'une note de frais et honoraires rentrée trimestriellement.

Art. 13. La convention lie les parties pour une durée déterminée de Chacune des parties dispose de la possibilité de la résilier avant terme moyennant un préavis de trois mois transmis par envoi recommandé.

Fait à, le

En autant d'exemplaires que de parties, soit exemplaires, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour l'Institution,

Le Juriste,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes.

Namur, le 2 mai 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/202901]

2 MEI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 121, tweede lid, 128, eerste lid, en 130/1 van het Waalse wetboek voor sociale actie en gezondheid, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2013 tot wijziging van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid wat de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling betreft;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 oktober 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 oktober 2011;

Gelet op de adviezen nr. 51.968/4 en nr. 52.840/4 van de Raad van State, gegeven op 19 september 2012 en 4 maart 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 22/2011 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 24 januari 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" (Waalse raad voor sociale actie en gezondheid), gegeven op 6 december 2011;

Gelet op het advies A. 1057 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 19 december 2011;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 3°, wordt aangevuld als volgt :

« en, in voorkomend geval, van het afsluiten van een overeenkomst betreffende de juridische dienstverleningen waarvan de minimale inhoud in bijlage III vastligt »;

2° in het eerste lid, 5°, worden de woorden « of van de nuttige beroepservaring » opgeheven;

3° in het derde lid wordt punt 3° opgeheven;

4° in het vierde lid worden de woorden « en 3° » opgeheven.

Art. 3. Artikel 11 van hetzelfde besluit, opgeheven bij artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2010, wordt weer ingevoerd als volgt :

« Art. 11. De maatschappelijke werkers bedoeld in artikel 121, eerste lid, 1°, van het decreetgevend deel van het wetboek zijn houder van één van de volgende academische graden :

1° in het niet universitair hoger onderwijs met volledig leerplan, categorie sociale aangelegenheden : maatschappelijk assistent, bachelor-maatschappelijk assistent, maatschappelijk adviseur, bachelor-maatschappelijk adviseur, diploma gespecialiseerde studies inzake beheer sociale aangelegenheden, specialisatie beheer sociale aangelegenheden, master engineering en sociale actie;

2° in het niet universitair hoger onderwijs met volledig leerplan, categorie economie : gradueerde in de rechten, bachelor in de rechten;

3° in het universitair onderwijs, sociale wetenschappen : licentiaat sociologie, licentiaat sociologie en antropologie, oriëntatie sociologie, licentiaat sociaal werk, master sociologie, licentiaat economisch en sociaal beleid, master economisch en sociaal beleid;

4° een erkend buitenlands diploma hogere studies dat overeenstemt met één van voornoemde graden.

De houders van één van voornoemde academische graden die ressorteren onder de economische categorie in Hoge Scholen, onder het economisch hoger onderwijs sociale promotie, onder de afdeling rechten aan de Universiteit moeten het bewijs leveren dat ze een aanvullende opleiding van minstens 8 uren gevolgd hebben i.v.m. de deontologie van het sociaal werk en van minstens 8 uren i.v.m. budgettaire begeleiding.

Voor een goede leesbaarheid van de tekst is het gebruik van mannelijke namen voor de verschillende academische graden in dit hoofdstuk gemeenschuldig, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel. ».

Art. 4. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in artikel 4 van het decreet » worden vervangen door de woorden « in artikel 121, eerste lid, 1°, van het decreetgevend deel van het wetboek »;

2° hetzelfde artikel, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal uitmaken, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

« § 2. De gespecialiseerde opleiding bedoeld in artikel 121, eerste lid, 2°, van het decreetgevend deel van het wetboek wordt bevestigd aan de hand van een getuigschrift afgeleverd na afloop van de deelname aan een opleidingsprogramma van theoretische lessen (minstens 24 uren) betreffende de volgende materies :

1° de schuldbemiddeling : organisationele, sociale, economische en relationele aspecten;

2° het collectieve schuldenreglement en de niet gerechtelijke schuldbemiddeling : reglementsplannen en randproblemen;

3° het collectieve schuldenreglement : evolutie van de teksten en van de rechtspraak;

4° het consumptiekrediet : wettelijk kader en analyse van aftrekken;

5° het hypotheekkrediet : wettelijk kader en analyse van aftrekken. ».

Art. 5. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 7. In artikel 18, 3°, van hetzelfde besluit worden de woorden « om een intercommunale vereniging of om een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn geconventioneerd met andere O.C.M.W.'s » vervangen door de volgende woorden : « om een intercommunale vereniging, een VZW of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn geconventioneerd met één of verschillende openbare centra voor maatschappelijk welzijn ».

Art. 8. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1, 2 en 3 worden de woorden « eerste lid, » telkens na de woorden « bedoeld in artikel 18, » ingevoegd;

2° in § 4, eerste lid, worden de woorden « die jaarlijks minstens 10 activiteiten organiseert » vervangen door de woorden « die jaarlijks 5 activiteiten organiseert »;

3° in § 4 wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

« Voor het eerste activiteitsjaar van die steungroep wordt de subsidie toegekend op basis van de activiteiten voorzien tijdens het subsidiejaar »;

4° in § 4, tweede lid, worden de woorden « in overeenstemming met het bevoegde referentiecentrum » ingevoegd tussen de woorden « een steungroep oprichten » en « Als de bediende gemeente ».

Art. 9. Titel 2, hoofdstuk IV, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 20/1, luidend als volgt :

« De subsidies bedoeld in de artikelen 17, 18 en 19 vallen onder het toepassingsveld van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. »

Art. 10. In artikel 22, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 2° worden de woorden « door de Minister erkende » vervangen door de woorden « in artikel 13, § 1, bedoelde »;

2° punt 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° het bewijs levert van de indienstneming van een houder van een academische graad van licentiaat of master in de rechten die de in artikel 13, § 2, bedoelde gespecialiseerde opleiding heeft gevolgd; ».

Art. 11. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de zin « De subsidie die betrekking heeft op de geneesheer of de licentiaat in de rechten dekt een voltijdse betrekking. » vervangen door volgende zin : « De subsidie betreffende de houder van een academische graad van licentiaat of master in de rechten dekt een voltijdse betrekking. »;

3° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het derde en het vierde lid worden de woorden "in het eerste en het tweede lid" telkens vervangen door de woorden « in het eerste lid ».

Art. 12. In artikel 29 worden de woorden « voor een bedrag van euro 6.000 » vervangen door de woorden « voor een bedrag van 10.000 euro » en worden de woorden « waarbij het totaalbedrag niet hoger mag zijn dan euro 25.000 » vervangen door de woorden « waarbij het totaalbedrag niet hoger mag zijn dan 35.000 euro ».

Art. 13. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 30/1, luidend als volgt :

« De subsidie bedoeld in artikel 29 valt onder het toepassingsveld van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. ».

Art. 14. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een titel 4/1 die een artikel 30/2 inhoudt, luidend als volgt :

« TITEL 4/1. Comité voor de coördinatie van de acties ter preventie en bestrijding van schuldenoverlast.

Art. 30/2. Overeenkomstig artikel 130/1 van het decreetgevend deel van het wetboek bestaat het comité voor de coördinatie van de acties ter preventie en bestrijding van schuldenoverlast uit de volgende leden :

- een vertegenwoordiger van de Minister van Sociale Actie, die er het voorzitterschap van waarneemt;

- een vertegenwoordiger van het « Observatoire du Crédit et de l'Endettement (Waarnemingscentrum Krediet en Schuldenlast) », die er het secretariaat van waarneemt;

- een vertegenwoordiger van elk referentiecentrum;

- een vertegenwoordiger van het Operationeel Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid.

De leden van dat comité kunnen in onderlinge overeenstemming beslissen om elke persoon te aanvaarden die beschikt over specifieke kennis inzake schuldenoverlast en die debatten kan leiden.

Het coördinatiecomité dient voor de bespreking en de coördinatie van de acties die op het terrein gevoerd worden door de referentiecentra, het « Observatoire du Crédit ou de l'Endettement » of de erkende instellingen ».

Art. 15. Artikel 34 van hetzelfde besluit, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. Er wordt jaarlijks een subsidie van 80.000 euro toegekend als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten i.v.m. de updating, het beheer en de matiging van het gedeelte betreffende de preventie van schuldoverlast en het krediet van het elektronische portaal ontwikkeld door het Waalse Gewest. ».

Art. 16. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 35/1, luidend als volgt :

« De subsidie bedoeld in artikel 34 valt onder het toepassingsveld van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. ».

Art. 17. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage III die als bijlage bij dit besluit gaat.

Art. 18. De sociaal verpleegkundige die voor 1 januari 2014 als schuldbemiddelaar door een dienst voor schuldbemiddeling in dienst genomen wordt overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 maart 1977 tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden voor de maatschappelijke werkers in de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt geacht te voldoen aan de diplomavooraanwaarden zoals bepaald bij artikel 11, eerste lid, van het besluit van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van de instellingen voor schuldbemiddeling.

Art. 19. Dit besluit en het decreet van 31 januari 2013 houdende wijziging van het Waalse wetboek voor sociale actie en gezondheid, wat betreft de erkenning van de instellingen voor schuldbemiddeling, treden in werking op 1 januari 2014, met uitzondering van de artikelen 12 en 15 van dit besluit, die in werking treden op 1 januari 2013.

Art. 20. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 mei 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage

Bijlage III bij het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007

tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling

Model van overeenkomst voor minimale juridische dienstverleningen in het kader van de schuldbemiddeling bedoeld in artikel 121, 2^o, van het Waalse wetboek voor sociale actie en gezondheid

Tussen :

Naam van de instelling

Adres, rechtsgeldig vertegenwoordigd door

Hierna de instelling.

En :

Naam van de instelling/advocaat/jurist

Adres, rechtsgeldig vertegenwoordigd door

Hierna de jurist.

Beide worden hierna de partijen genoemd.

Is overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. De jurist zal zijn opdrachten binnen de dienst voor schuldbemiddeling van de erkende instelling vervullen overeenkomstig artikel 121, eerste lid, 2^o, van het Waalse wetboek voor sociale actie en gezondheid.

Daartoe zal de jurist de met schuldbemiddeling belaste sociale werkers begeleiden om de bij de wetgeving nagestreefde doelstellingen te halen.

Zijn opdracht bestaat op zijn minst in :

1^o de analyse, vanuit een juridisch oogpunt, van de dossiers inzake schuldbemiddeling, met inbegrip van de analyse van schuldverordeningen en de overlegging van oplossingen voor juridische problemen inzake schuldenoverlast;

2^o informatieverstrekking aan de sociaal werkers en hulpverlening met inachtneming van de wetgeving en de reglementaire bepalingen;

3^o advies- en hulpverlening aan de sociale werkers in de dossiers die ze behandelen en in het verstrekken van alle uitleg van juridische en procedurele aard die ze nodig hebben, met name in het kader van de gerechtelijke en burgerlijke bepalingen.

Die opdracht kan eventueel herzien of verruimd worden naar gelang van de eisen waaraan de instelling moet voldoen om de nagestreefde doelstellingen te halen.

Art. 2. Indien er meer dan 15 actieve dossiers zijn, moet voorzien worden in een effectieve aanwezigheid van minimum 3 uren per maand in de lokalen van de dienst voor schuldbemiddeling.

Voor 15 actieve dossiers of minder moet voorzien worden in een effectieve aanwezigheid van minimum 1 uur per maand.

Art. 3. In noodgevallen kan ook telefonisch contact opgenomen worden.

Art. 4. Elk nieuw dossier wordt aan de jurist voorgelegd volgens modaliteiten die tussen de jurist en de instelling overeengekomen moeten worden. Bij het voorgelegde dossier wordt, voor goedkeuring en, in voorkomend geval, juridisch onderzoek, een overzicht van de schulden gevoegd.

Art. 5. De jurist woont de vergaderingen i.v.m. de uitvoering van voornoemde opdracht bij die hem aangekondigd worden en die belegd worden in of buiten de lokalen van de instelling.

Art. 6. De instelling verbindt er zich toe de jurist het nodige materiaal (telefoon, computer,...) te verschaffen volgens modaliteiten overeengekomen tussen partijen opdat hij zijn opdrachten onder optimale voorwaarden kan vervullen, met name tijdens zijn diensturen.

Art. 7. Deze overeenkomst verleent de jurist geen alleen- of voorkeursrecht op de verdediging van de belangen van de personen die ten last genomen worden door de dienst voor schuldbemiddeling wanneer de schuldbemiddeling afgelopen is.

Art. 8. In geval van ziekte of afwezigheid van de jurist wordt voorzien in een vervanging door volgens modaliteiten die bepaald moeten worden bij een aparte overeenkomst waarin minstens dezelfde modaliteiten vastliggen als in deze overeenkomst.

Art. 9. In geval van ziekte of afwezigheid van de schuldbemiddelaar(s) van de instelling neemt de jurist de opvolging van de dossiers waar tot de terugkeer van de schuldbemiddelaar(s) of van zijn (hun) plaatsvervanger(s).

Art. 10. Deze overeenkomst zal jaarlijks het voorwerp uitmaken van een kwantitatieve en kwalitatieve evaluatie door de partijen.

Art. 11. De erelonen en kosten verschuldigd door de instelling aan de jurist worden berekend op basis van een vast uurbedrag, incl. alle taksen en lasten. Daarenboven kan de jurist de instelling verzoeken om de terugbetaling van de reiskosten voor zover ze betrekking hebben op verplaatsingen in het kader van eventuele specifieke opdrachten die de instelling hem uitdrukkelijk zou toevertrouwen of op de deelname aan vergaderingen die plaats zouden vinden buiten de lokalen van de instelling en waarop de jurist uitdrukkelijk uitgenodigd zou worden door de instelling. Onder die voorwaarden worden de reiskosten berekend op basis van een vast bedrag van ... euro/km.

Art. 12. De uurbezoldiging van de jurist bedraagt ... €. De stortingen worden verricht op het IBAN-rekeningnummer ... Zijn onkosten en erelonen worden hem terugbetaald op basis van een kosten- en ereloonnota die om de drie maanden overgelegd wordt.

Art. 13. De overeenkomst bindt de partijen voor een bepaalde duur van Elke partij kan de overeenkomst voortijdig opzeggen mits kennisgeving bij aangetekend schrijven van een opzegtermijn van drie maanden.

Opgemaakt te, op

In evenveel exemplaren als er partijen zijn, namelijk exemplaren, waarbij elke partij bevestigt dat ze haar exemplaar ontvangen heeft.

Voor de Instelling,

De Jurist,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling.

Namen, 2 mei 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31356]

2 MAI 2013. — Ordonnance portant assentiment :

1° à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Singapour le 6 novembre 2006, modifiée par le Protocole fait à Singapour le 6 novembre 2006 et par le Protocole fait à Bruxelles le 16 juillet 2009;

2° au Protocole, fait à Bruxelles le 16 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Singapour le 6 novembre 2006;

3° à l'échange de lettres du 9 février et du 25 avril 2011 (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Sortiront leur plein et entier effet :

1° la Convention entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Singapour le 6 novembre 2006, modifiée par le Protocole fait à Singapour le 6 novembre 2006 et par le Protocole fait à Bruxelles le 16 juillet 2009;

2° au Protocole, fait à Bruxelles le 16 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Singapour le 6 novembre 2006;

3° à l'échange de lettres du 9 février et du 25 avril 2011.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31356]

2 MEI 2013. — Ordonnantie houdende instemming met :

1° de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Singapore tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Singapore op 6 november 2006, gewijzigd door het Protocol gedaan te Brussel op 16 juli 2009;

2° het Protocol, gedaan te Brussel op 16 juli 2009, tot wijziging van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Singapore tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Singapore op 6 november 2006;

3° de briefwisseling van 9 februari en van 25 april 2011 (1)

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Zullen volkomen gevolg hebben :

1° de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Singapore tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Singapore op 6 november 2006, gewijzigd door het Protocol gedaan te Brussel op 16 juli 2009;

2° het Protocol, gedaan te Brussel op 16 juli 2009, tot wijziging van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Singapore tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Singapore op 6 november 2006;

3° de briefwisseling van 9 februari en 25 april 2011.